ÉDUCATION & JEUNESSE · FICHE MESURE

Éducation financière universelle

Éducation financière universelle : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
1,7 Md€	**1,5 Md€**	**-300 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit –1,5 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Vecteur juridique : Loi ordinaire (Codes éducation, travail, sécurité sociale) + décrets + arrêté programmes scolaires

Résumé

Doter chaque Français des compétences financières pour piloter sa propre vie économique : épargner, comprendre l'inflation et les taux, choisir un crédit, préparer sa retraite, éviter le surendettement. Quatre piliers complémentaires : (1) une matière obligatoire en classe de terminale, sanctionnée au bac ; (2) un module obligatoire de 8 heures à chaque entrée en entreprise ; (3) une campagne nationale grand public permanente sur tous les médias ; (4) l'inscription automatique de tout nouvel embauché à un Plan d'Épargne Retraite, avec opt-out facile (modèle britannique). Mesure indispensable pour rendre acceptable et opérationnelle la nouvelle architecture des retraites (plafond public à 2 000 €/mois + Fonds public souverain).

Financement

Coût brut sur 5 ans : ~1,7 Md€

- Pilier 1 (lycée) : formation des 5 000 enseignants + manuels + cadrage pédagogique + organisation épreuve bac : ~800 M€ cumulés
- Pilier 2 (entreprise) : encadrement et certification des formateurs, plateforme nationale de suivi : ~1 Md€ cumulés (mais financement principal via OPCO, donc charge nette État ~400 M€)
- Pilier 3 (campagne) : Agence France Finances Personnelles + plateforme + programmes audiovisuels + campagnes : ~500 M€ cumulés
- Pilier 4 (auto-enrollment) : régulation, supervision, plateforme nationale : ~50 M€ cumulés

Économies brutes sur 5 ans : ~200 M€

- Réduction du surendettement (~165 000 dossiers/an actuellement, coût ~1 Md€/an pour la collectivité) : -20 à -30 % attendu → ~150 M€ cumulés
- Réduction des contentieux liés aux arnaques financières : ~50 M€ cumulés

Coût net sur 5 ans : ~1,5 Md€, soit ~300 M€/an en moyenne. Mesure très peu coûteuse rapportée à son ambition.

Effets indirects à moyen terme (non comptabilisés dans le net 5 ans) :

- Mobilisation d'épargne productive supplémentaire ~10-15 Md€/an dès an 3 (auto-enrollment), réinvestie dans l'économie française via le Fonds public souverain et les PER privés.
- Baisse de la pression sur le budget des retraites à 15-20 ans : si la couverture privée monte de 30 à 60 %, la dépendance au système public diminue mécaniquement.
- Amélioration du taux d'épargne productive globale, financement de la transition écologique et du tissu industriel français.

Financement : couvert sans difficulté par le programme global (300 M€/an représente 0,03 % du budget de l'État, totalement absorbé par les économies de A et E1).

Calendrier

- **An 1.** Adoption parlementaire. Création de l'Agence France Finances Personnelles (AFFP). Définition du programme scolaire par le Conseil supérieur des programmes. Lancement de la formation de 5 000 enseignants. Refonte des outils PER pour l'auto-enrollment.
- **An 2.** Rentrée scolaire : matière éducation financière obligatoire en terminale pour toute la cohorte (pilier 1). Lancement du module entreprise obligatoire (pilier 2). Démarrage de la campagne nationale grand public (pilier 3). Activation de l'auto-enrollment PER pour toutes les embauches (pilier 4).
- **An 3.** Premier baccalauréat avec épreuve éducation financière notée. Bilan d'application à 18 mois. Premier rapport public de l'AFFP sur l'évolution du niveau de connaissance financière des Français.
- **An 4.** 2e vague de bacheliers ayant suivi la matière. Évaluation indépendante par l'OCDE (programme PISA financial literacy). Premiers effets visibles sur la couverture PER (~70 % des nouveaux embauchés conservent leur PER).

- **An 5.** Bilan public complet : évolution du score OCDE de la France, taux de couverture PER, encours du Fonds public souverain, baisse du surendettement. Ajustements paramétriques si nécessaire (taux par défaut auto-enrollment, programmes scolaires).

Indicateurs de succès

- Score moyen de la France à l'enquête OCDE PISA Financial Literacy (objectif : sortir du tiers inférieur en 5 ans).
- Pourcentage de Français déclarant comprendre les intérêts composés, l'inflation, le PER (objectif : doubler la base actuelle).
- Taux de couverture PER chez les actifs (objectif : passer de ~25 % à > 60 % en 5 ans).
- Encours total des PER en France (objectif : doubler en 5 ans, de ~120 Md€ à ~240 Md€).
- Nombre de nouveaux dossiers de surendettement à la Banque de France (objectif : -20 % sur 5 ans).
- Volume d'épargne réorientée vers l'investissement productif (suivi Banque de France).
- Taux d'adhésion à l'auto-enrollment (objectif : > 85 % après 3 ans, modèle UK).

Public cible

Pilier 1 (lycée) : ~700 000 élèves de terminale par an, soit ~3,5 M de jeunes formés sur le quinquennat.

Pilier 2 (entreprise) : ~2,5 M de nouvelles embauches en CDI/CDD long par an, soit ~12,5 M de salariés formés sur le quinquennat (avec recoupements). En 5 ans, une part substantielle de la population active est passée par le module.

Pilier 3 (campagne) : potentiel d'audience cumulé ~30 M de Français touchés au moins une fois par an.

Pilier 4 (auto-enrollment) : ~2,5 M de nouveaux PER ouverts par an. En 5 ans : ~10-12 M d'actifs supplémentaires couverts par un PER (vs ~6 M actuels), soit doublement du taux de couverture de l'épargne retraite privée.

Sources

- AMF / Banque de France — Baromètre annuel de l'éducation financière des Français — https://www.amf-france.org
- OCDE / INFE — International Network on Financial Education, rapports périodiques — https://www.oecd.org/finance/financial-education/
- Royaume-Uni — Pensions Act 2008 et bilan auto-enrollment (Department for Work and Pensions) — https://www.gov.uk/government/collections/automatic-enrolment-evaluation — Référence empirique majeure : adhésion passée de 13 à 88 % en 5 ans.
- Australie — ASIC MoneySmart program — https://moneysmart.gov.au
- Finlande — Intégration éducation financière aux programmes scolaires depuis 2003 (Finnish National Agency for Education) — https://www.oph.fi
- Banque de France — Surendettement des particuliers, rapport annuel — https://www.banque-france.fr
- Loi PACTE du 22 mai 2019 (création du PER) et bilan d'application — https://www.legifrance.gouv.fr

Fiche complète en ligne : https://chiffrons.fr/mesures/education-financiere-universelle/ — on y trouve aussi : diagnostic, le détail de la mesure.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.